



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Association AMLI

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Association AMLI

13 rue Clotilde Aubertin 57000 METZ

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
2 rue Pierre Simon de Laplace
BP 65811
57078 Metz

Association AMLI

13 rue Clotilde Aubertin 57000 METZ

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association AMLI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AMLI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Metz, le 6 juin 2024

KPMG SA

Sandrine
Demesse

Signature numérique
de Sandrine Demesse
Date : 2024.06.06
10:50:02 +02'00'

Sandrine DEMESSE

Associée

BILAN ACTIF

Période du 01/01/23 au 31/12/23

AMLI

Devise en Euro

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	
Frais de recherche et de développement	64 123	60 562	3 561	7 659
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	388 403	385 170	3 233	2 684
Autres Immobilisations Incorporelles	26 328	26 328	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	
Avances et acomptes	-	-		
Immobilisations corporelles				
Terrains	375 176	-	375 176	238 776
Constructions	4 837 332	2 221 118	2 616 213	2 732 985
Installations techniques, matériel et outillage industriels	15 672 029	12 857 524	2 814 505	2 698 697
Immobilisations corporelles en cours	2 483 800	-	2 483 800	19 993
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 206 745	-	3 206 745	3 206 717
Autres titres immobilisés	430 246	-	430 246	427 166
Prêts	5 664	-	5 664	7 338
Autres immobilisations financières	131 436	-	131 436	129 105
Total I	27 621 282	15 550 702	12 070 579	9 471 118
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commande	3 750 932		3 750 932	-
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 121 434	1 051 788	6 069 646	5 042 505
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	16 638 759		16 638 759	16 016 813
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	29 371 794		29 371 794	33 359 676
Charges constatées d'avance	1 464 488		1 464 488	1 419 760
Total II	58 347 406	1 051 788	57 295 617	55 838 754
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	85 968 687	16 602 491	69 366 197	65 309 873

BILAN PASSIF

Période du 01/01/23 au 31/12/23

AMLI

Devise en Euro

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	3 988 692	3 981 146
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	3 988 692	3 981 146
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	29 000	29 000
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	965 396	592 381
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 555 018	- 302 423
Excédent ou déficit de l'exercice	217 561	380 561
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- 102 566	- 251 743
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>5 171 649</i>	<i>4 954 088</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	891 184	888 787
Provisions réglementées		
Total I	6 062 833	5 842 875
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	18 610 893	20 350 264
Total II	18 610 893	20 350 264
PROVISIONS		
Provisions pour risques	4 388 889	2 681 826
Provisions pour charges	8 358 148	7 144 844
Total III	12 747 037	9 826 670
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 103 773	1 407 938
Emprunts et dettes financières diverses	746 255	634 719
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	9 779 317	7 678 879
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	4 179 585	3 331 672
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	523 551	345 226
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 612 953	15 891 629
Total IV	31 945 433	29 290 063
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	69 366 197	65 309 873

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/23 au 31/12/23

AMLI

Devise en Euro

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	975	960
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	311 152	270 369
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	23 566 900	19 814 575
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	140 005	387 276
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	29 546 703.01	29 013 407
<i>dont contributions financières des Autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 796 007.60	2 424 283
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptibles		
Ressources liées à la générosité du public	-	112 952
Dons manuels	-	112 952
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 121 334	5 055 777
Utilisations des fonds dédiés	1 780 461	2 017 884
Autres produits	40 218	67 298
Total I	59 367 744	56 353 223
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	510 940	478 579
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	30 886 559	30 502 991
Aides financières	7 500	-
Impôts, taxes et versements assimilés	1 737 661	1 465 624
Salaires et traitements	11 838 434	11 076 863
Charges sociales	5 540 384	4 678 855
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	883 374	1 015 857
Dotations aux provisions	6 911 655	3 394 488
Reports en fonds dédiés	-	3 483 466
Autres charges	1 031 415	67 617
Total II	59 347 921	56 164 340
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	19 823	188 883
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	148 987	4 560
Autres intérêts et produits assimilés	224 371	82 853
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	373 358	87 414

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	21 933	7 856
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	21 933	7 856
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	351 425	79 558
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	371 247	268 441
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	82 287	12 123
Produits exceptionnels sur opérations en capital	73 226	189 904
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	155 513	202 027
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	232 516	53 586
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	232 516	53 586
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 77 003	148 441
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	76 683	36 321
Total des produits (I + III + V)	59 896 615	56 642 663
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	59 679 054	56 262 102
EXCEDENT OU DEFICIT	217 561	380 561
<i>dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 102 566</i>	<i>- 251 743</i>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	558 450	671 402
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	558 450	671 402
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	558 450	558 450
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	0	112 952
Personnel bénévole		
TOTAL	558 450	671 402

Annexe



Immobilisations

Période du 01/01/23 au 31/12/23

AMLI

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	64 123		
Autres immobilisations incorporelles	240 718		174 013
TOTAL immobilisations incorporelles :	304 840		174 013
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	238 776		136 400
Constructions sur sol propre	3 960 169		
Constructions sur sol d'autrui	131 352		
Constructions installations générales	745 811		88 415
Installations techniques et outillage industriel	953 730		100 385
Installations générales, agencements et divers	5 424 064		62 055
Matériel de transport	109 331		143 635
Matériel de bureau, informatique et mobilier	8 310 516		1 786 816
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 992		2 801 050
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	19 893 741		5 118 757
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	3 206 717		28
Autres titres immobilisés	427 166		3 080
Prêts et autres immobilisations financières	136 443		14 528
TOTAL immobilisations financières :	3 770 326		17 637
TOTAL GÉNÉRAL	23 968 907		5 310 406

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			64 123	
Autres immobilisations incorporelles			414 731	
TOTAL immobilisations incorporelles :			478 853	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			375 176	
Constructions sur sol propre			3 960 169	
Constructions sur sol d'autrui			131 352	
Constructions installations générales		88 415	745 811	
Install. techn., matériel et out. industriels		54 923	999 192	
Inst. générales, agencements et divers		7 601	5 478 519	
Matériel de transport		71 965	181 002	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		1 084 015	9 013 316	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		337 243	2 483 800	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		1 644 161	23 368 337	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations			3 206 745	
Autres titres immobilisés			430 246	
Prêts et autres immo. financières		13 871	137 100	
TOTAL immobilisations financières :		13 871	3 774 091	
TOTAL GÉNÉRAL		1 658 032	27 621 282	

Amortissements

AMLI

Période du 01/01/23 au 31/12/23

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	56 464	8 196	4 098	60 562
Autres immobilisations incorporelles	238 034	7 848	3 924	241 958
TOTAL immobilisations incorporelles :	294 498	16 044	8 022	302 520
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 463 547	185 404	92 702	1 556 249
Constructions sur sol d'autrui	131 352			131 352
Constructions installations générales	509 447	48 139	24 070	533 517
Installations techn. et outillage industriel	898 599	64 284	31 950	930 933
Inst. générales, agencements et divers	5 042 492	132 195	66 344	5 108 342
Matériel de transport	108 630	4 100	3 153	109 577
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 064 412	490 350	245 143	1 309 619
Emballages récupérables et divers	4 984 811	827 770	413 527	5 399 053
TOTAL immobilisations corporelles :	14 203 291	1 752 241	876 889	15 078 642

TOTAL GÉNÉRAL	14 497 789	1 768 285	884 911	15 381 162
----------------------	-------------------	------------------	----------------	-------------------

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL			
----------------------	--	--	--

Provisions Inscrites au Bilan

AMLI

Période du 01/01/23 au 31/12/23

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges		23 000		23 000
Prov. pour garant. données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	1 955 100	138 921		2 094 021
Provisions pour impôts				
Prov. pour renouvellement des immo.				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	5 004 131	4 564 545	3 507 166	6 061 510
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres prov. pour risques et charges	2 867 439	2 922 558	1 221 492	4 568 506
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	9 826 670	7 649 025	4 728 658	12 747 037

Prov. sur immobilisations incorporelles				169 540
Prov. sur immobilisations corporelles		169 540		
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	1 006 005			1 051 788
Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 006 005	169 540		1 221 328

TOTAL GÉNÉRAL	10 832 674	7 818 565	4 728 658	13 968 366
----------------------	-------------------	------------------	------------------	-------------------

État des Créances et Dettes

AMLI

Période du 01/01/23 au 31/12/23

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	3 636 991		3 636 991
Prêts (1) (2)	5 664	5 664	
Autres créances immobilisées	131 436		131 436
TOTAL de l'actif immobilisé :	3 774 091	5 664	3 768 427
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	7 121 434	5 892 423	1 229 011
Personnel et charges sociales à récupérer	58 730	58 730	
État et autres collectivités publiques	458 261	458 261	
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers	19 872 699	14 260 517	5 612 182
TOTAL de l'actif circulant :	27 511 125	20 669 931	6 841 194

TOTAL GÉNÉRAL	31 285 216	20 675 595	10 609 621
----------------------	-------------------	-------------------	-------------------

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	12 196
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	13 871

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers	1 103 773	36 566	123 446	943 761
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
TOTAL :	1 103 773	36 566	123 446	943 761
Fournisseurs et comptes rattachés	9 779 317	9 779 317		
Usagers avances reçues	1 250	1 250		
Dettes relatives au personnel	3 322 295	3 322 295		
État et autres collectivités publiques	857 290	857 290		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar				
Autres dettes	1 268 555	522 301	746 254	
TOTAL :	15 228 707	14 482 453	746 254	

TOTAL GÉNÉRAL	16 332 480	14 519 019	869 700	943 761
----------------------	-------------------	-------------------	----------------	----------------

ANNEXE LITTÉRAIRE SUR LES ETATS FINANCIERS**Objet social**

Créée le 9 novembre 1965, l'**association pour l'Accompagnement, le Mieux-être et le Logement des Isolés (AMLI)** est une association loi 1908, actionnaire de la SAC BATIGERE, membre du Réseau BATIGERE et du Collectif PRESENCE. L'Association sans but lucratif a pour objet la mise en œuvre soit directe, soit en collaboration avec d'autres personnes morales ou physiques qualifiées, de tous moyens appropriés pour faciliter et procurer à toutes personnes ou familles isolées, notamment travailleurs, retraités, apprentis, étudiants, migrants, familles transplantées et autres, personnes en situation de difficulté ou âgées, un logement répondant à leurs besoins ainsi que les aides et services que nécessite leur situation.

Elle peut en outre développer, seule ou en partenariat, toute activité concourant au logement, à l'accueil, à l'orientation, à l'insertion sociale et professionnelle ainsi qu'à la prévention de la santé, de populations en situation de difficulté et d'une manière générale, relevant des dispositions arrêtées par les Pouvoirs Publics pour renforcer la cohésion sociale et lutter contre l'exclusion ou la précarité.

Pour la réalisation de son objet social, l'Association peut notamment acquérir, prendre en location, créer, administrer et assurer la gestion de tous immeubles, locaux, foyers, équipements et services permettant la réalisation de son objet social.

De même, elle peut créer toutes structures et filiales qu'elle qu'en soit la forme juridique, prendre toutes participations financières dans des sociétés et organismes à vocation sociale et adhérer à toute organisation poursuivant un objet comparable.

Nature et périmètre des activités et missions sociales réalisées

Depuis plus de 50 ans, AMLI accompagne, dans et vers leur logement des personnes en situation de vulnérabilité ou d'isolement. La vocation d'AMLI est de garantir un accompagnement social bienveillant et professionnel et permettre aux plus fragiles d'avoir accès et de se maintenir dans un logement. Véritable outil en faveur de l'insertion par le logement, l'association assure, des prestations de service et une gestion pour développer des solutions variées de logements, allant de l'hébergement au logement autonome en passant par le logement accompagné. En 2023, près de 16 000 personnes ont été accompagnées.

Fort de la conviction que le logement est une des clés de la stabilisation et de l'intégration des plus vulnérables, AMLI gère 4 709 solutions de logements accompagnés sur une quarantaine de dispositifs collectifs. De la résidence autonomie dédiée aux seniors, à la résidence pour étudiants ou pour jeunes actifs en passant par la résidence sociale ou encore la pension de famille, AMLI couvre les besoins de logements de publics variés, fragilisés économiquement ou socialement.

Par ailleurs, AMLI développe pour le compte de l'État, des solutions d'hébergement et d'accompagnement social des demandeurs d'asile ou des personnes relevant du droit commun en rupture d'hébergement. Plus de 7 400 personnes sont accueillies dans les dispositifs d'hébergement : Centres d'Hébergement d'Urgence, Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile, Centres d'accueil et d'examen des situations... AMLI gère 4 068 places avec 391 places en Ile de France et 3 667 en Grand Est.

L'accès et le maintien dans le logement, voici les deux principes qui guident les équipes d'AMLI. En allant vers les ménages en situation de vulnérabilité liée à l'isolement, à la précarité financière et sociale, au vieillissement ou encore aux problématiques de santé mentale, AMLI intervient dans ses propres établissements, auprès des locataires des bailleurs sociaux ou encore dans le cadre de dispositifs d'État.

Sur le terrain, auprès des bailleurs sociaux et des partenaires du logement, l'activité d'ingénierie sociale et urbaine d'AMLI contribue aux « stratégies-logement » des territoires. Une véritable expertise sociale dont l'objectif est de favoriser le bien-vivre ensemble en cohérence avec les politiques urbaines et sociale des bailleurs et des

collectivités locales, notamment dans le cadre des programmes ANRU, ou encore par l'accompagnement des locataires dans le traitement des copropriétés dégradées. AMLI intervient aussi sur les aspects collectifs de la vie de la cité en animant les quartiers et en portant une action volontariste dans les politiques d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Si l'engagement d'AMLI dans des dispositifs d'insertion professionnelle est déjà éprouvé depuis de nombreuses années, face à l'émergence de besoins sociaux inédits au croisement de l'emploi et du logement, AMLI fait le choix en 2022 de développer une Direction Emploi ACCOMPAGNE.

La mise en œuvre d'initiatives qui concourent à une insertion concomitante par l'emploi et par le logement apparaît aujourd'hui comme un rempart fiable et efficace pour lutter contre la précarité grandissante des familles modestes et des plus fragiles, dans un contexte marqué par des évolutions structurelles et économiques particulièrement préoccupantes.

En 2022, le gouvernement lançait le programme d'accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR) ayant pour mission d'accompagner les bénéficiaires d'une protection internationale dans leur intégration et de systématiser leur accès à l'emploi et au logement. L'association a été retenue pour la mise en œuvre de ce programme sur le département de la Moselle. En 2023, c'est au total 526 BPI (Bénéficiaires de Protection Internationale) qui sont entrés dans le programme AGIR dans le département de la Moselle. L'objectif du programme AGIR est d'accompagner 80% des BPI vers le logement et 60% vers l'emploi. Pour le premier exercice, AMLI a produit les résultats suivants :

- 65 signataires sont sortis du programme AGIR, dont 13 sorties positives emploi/logement.
- 70 signataires en emploi/formation, dont 37 en emploi pérenne.
- 185 BPI en logement autonome (logement social, privée, accompagné)
- 304 signataires encore dans l'attente d'un logement.

En 2024, la poursuite des actions menées par AMLI, permettra de favoriser la sortie positive des BPI en logement et en emploi dans une logique de fluidification des parcours.

Description des moyens mis en œuvre

Les équipes d'AMLI ce sont 350 femmes et hommes qui œuvrent au quotidien. Plus de 88% d'entre eux sont sur le terrain auprès de nos résidents, hébergés et des locataires du parc de nos partenaires bailleurs sociaux.

AMLI, et d'autres associations, qui représentent ensemble plus de 830 salariés, ont fait le choix d'allier leurs savoir-faire au service des plus fragiles et de se doter d'une plateforme de compétences mutualisées.

L'Association de Gestion Solidaire (AGS) a pour objectif de regrouper des moyens de back-office (RH, comptabilité, juridique, management des risques, système d'information, communication, patrimoine et développement) pour renforcer les expertises des membres. Elle a aussi pour ambition de s'ouvrir à d'autres associations pour leur apporter une plus-value, notamment pour des organismes de petite taille ayant des besoins qu'ils ne puissent couvrir seuls.

AMLI est propriétaire de son siège social à Metz. Des bureaux administratifs sont loués à des ESH du groupe BATIGERE sur les autres territoires (Nancy, Alsace, Ile de France, Rhône Alpes et PACA).

Pour réaliser son activité de location accompagnée, AMLI loue à des propriétaires privés ou des propriétaires bailleurs 48 établissements et 288 logements diffus. Elle est également propriétaire d'une pension de famille de 25 logements à Metz.

Pour son activité d'hébergement, AMLI dispose de plusieurs solutions logements : des immeubles loués à des propriétaires bailleurs, des logements loués à des propriétaires privés, des places dans les structures collectives gérées par AMLI, des immeubles mis gratuitement à disposition par l'État et la ville de Metz. Seul un bâtiment destiné à des places CADA est propriété d'AMLI à Kédange-Sur-Canner.

**Note 1 – FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS
A LA CLOTURE****➤ Faits caractéristiques de l'exercice :****ACTIVITES HEBERGEMENT**

L'année 2023 a été une année très stable sur la capacité financée. Pour réaliser son activité, le service s'appuie sur 355 logements en diffus et 17 établissements collectifs.

- Au 31 décembre 2023, la seule modification majeure de patrimoine est l'ouverture du Centre Provisoire d'Hébergement de 34 places, au sein de la Résidence Autonomie de Longlaville ;
- Les places hivernales en établissement n'ont pas été reconduites à l'hiver 2023 ;
- Des relocalisations de places ont été opérées sur l'HU et l'HUDA mais n'entraînant pas d'évolution de la capacité financée.

ACTIVITES LOCATION ACCOMPAGNEE**GRAND EST**

- **Pension de Famille :**
Maizières Les Metz : au 1er mars, livraison de la pension de famille pour une capacité de 25 logements.
- **Résidences Autonomie :**
Serémange : Après réhabilitation du site, il y a eu réintégration au 1^{er} janvier 2023 des 8 logements de BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES, faisant augmenter la capacité totale à 51 logements.

Créhange : Après réhabilitation du site, il y a eu réintégration des 8 logements BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES, faisant augmenter la capacité totale à 50 logements.
- **Résidences Sociales :**
Maizières Les Metz : livraison au 1^{er} mars 2023 des 7 derniers logements amenant la capacité totale à 40 logements.
- **Logements sociaux en mandat de gestion avec BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES :**
Au 1er mars : -2 logements cessibles vendus à Longwy
Au 1er mai : -2 logements cessibles vendus à Foug (27/04) et Herserange (24/05)
Au 1er juillet : -8 logements à Créhange, réintégrés à la RA AMLI de Créhange
Au 1er août : -2 logements cessibles vendus à Terville
- **Logements Diffus :**
 - Logements Support AMLI : Au 1er janvier : -1 logement T3 suite à sa réintégration dans la convention APL de la RA de Serémange.
 - IML Bas-Rhin : au 1er Mars, -2 logements en ALSACE après glissement de bail au nom des sous locataires (logements Batigère).
 - IML Réseau Alternatif :
Au 1er mars : Fin de ce dispositif et restitution des logements aux propriétaires par AMLI (-9 logements)
 - IML DALIR :

Au 1er mars : +2 logements pris en location à METZ, rue Montauban.
Au 1er août : +1 logement situé au 8 allée des Bleuets à Guénange.

➤ **IML SOLIBAIL :**

Au 1er mai : -1 logement T1 restitué au propriétaire privé, 24 rue de Gascogne à METZ (n°A7).
Au 1er juin : -1 logement T1 restitué au propriétaire privé, 4 rue de Gascogne à METZ (n°V10).
- 3 logements, glissement de bail, T1 au 1 rue du Lavoir à METZ (propriétaire BHS).
Au 1er août : +1 logement, 18 rue des Capucins à METZ.

ILE DE FRANCE

- **Résidences Autonomie :**

Sevran (93) : au 1er Janvier, prise en gestion de la Résidence Autonomie « Les Glycines », +79 Logements.

- **Résidences Sociales :**

Choisy Le Roi (94) : au 23 Février, prise en gestion de la Résidence Sociale « Waldeck Rousseau », +49 Logements.

Le Blanc-Mesnil (93) : au 23 décembre 2022, prise en gestion de la résidence jeunes pour 122 logements.

- **Logements Sociaux en mandat de gestion :**

Au 1er janvier, début de la prestation de gestion transformée en mandat de gestion du foyer jeunes travailleurs rue Losserand à PARIS (75014), +71 logements.

Au 1er mai : fin du mandat de gestion des logements AREAS, -219 logements.

RHONE ALPES

- **Résidences jeunes :**

77 logements pris en gestion temporaire, avant travaux, du 1^{er} septembre 2023 au 30 juin 2024 à Lyon.

PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

- **Pension de Famille :**

Hyères (83) : prise en gestion au 1^{er} février pour une capacité de 21 logements.

DIVERS

- **Adhésion au groupe de TVA**

A partir du 1^{er} janvier 2023, l'association AMLI est membre du groupe de TVA, constitué par des structures du groupe Batigère. La société Batigère Habitat a été désignée tête de groupe.

Le Groupe TVA est un régime facultatif mis en place par la loi de finances pour 2021.

Ce régime, sur option, permettra à des personnes assujetties en France et étroitement liées entre elles de constituer un assujetti unique pour la TVA, quel que soit le secteur d'activité concerné. Ce régime permet également un effacement total des transactions économiques entre les membres du groupe au regard de la TVA, les opérations effectuées entre les membres du groupe sont étrangères au système de la TVA.

- **Jurisprudence sur les congés payés**

Le Gouvernement a annoncé préparer un projet de loi destiné à modifier les dispositions légales actuelles pour prévoir l'acquisition de congés payés pendant la période d'arrêt maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Cette acquisition serait plafonnée à 4 semaines et le report des congés non pris serait limité à 15 mois. Néanmoins, aucun projet de loi n'a été publié ni adopté à ce jour.

Un risque de reversement a été calculé par les services du GIE Amphithéâtre. Ce montant étant non significatif et étant basé sur des éléments non promulgués, il a été décidé de ne pas l'enregistrer dans les comptes 2023.

➤ **Faits caractéristiques postérieures à la clôture :**

Néant

Note 2 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

➤ **Principes généraux :**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec le Règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général. Le Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, dont l'entrée en vigueur a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, est appliqué en remplacement du Règlement ANC 99-01. Concernant les spécificités relatives aux ESSMS, le Règlement 2019-04 se substitue dès le 1^{er} janvier 2020 à l'avis ANC 2007-05 du CNC.

Note 3 – PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION D'ACTIF

➤ **Immobilisations corporelles.**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Constructions	50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	15 à 25 ans
- Agencements et aménagements divers	10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel et Outillage industriels	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	10 ans
- Matériel et mobilier d'hébergement	5 à 10 ans
- Frais de développement	5 ans

Pour les dispositifs d'hébergement, les durées d'amortissement du mobilier et des travaux d'aménagement des sites sont établies en lien avec les conventions de financement.

• **Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement.**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.
Pour les titres immobilisés, une provision est constituée si le capital placé n'est pas garanti à 100%.

- **Créances.**

L'association applique le mode de calcul de la dépréciation des créances locataires afin de prendre en compte progressivement le risque d'impayés dès l'apparition des retards de paiement.

Les règles retenues sont les suivantes :

Règle	Provision
Locataires sortis avant le 01/12/2023	100% de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2023 et dont le montant de la dette est inférieur ou égal au quittance de 3 mois	10 % de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2023 et dont le montant de la dette est supérieur ou égal au quittance de 3 mois et inférieur ou égal au quittance de 6 mois	50 % de la dette
Locataires présents ou sortis après le 30/11/2023 et dont le montant de la dette est supérieur au quittance de 6 mois	100 % de la dette

Au 31/12/2023, seuls les dispositifs IML Ukraine ont été estimés selon une méthode différente.
En raison de la durée du dispositif, de l'attente de la régularisation des APL par la CAF, la totalité des créances (estimation APL déduite) a été passée en perte sur créances irrécouvrables.

Au 31 décembre 2023, cette perte s'élève à 790 555.06 €
Pour rappel, en 2022 a été passée une provision pour dépréciation de créance à hauteur de 247 172,54 €, reprise en 2023 à 100%.

Au 31 décembre 2023, la provision, s'élève à 1 051 788 € contre une provision de 758 832 € pour l'exercice précédent.

Note 4 – PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION DU PASSIF

- **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement **encore inscrites au bilan au 31/12/2023** ont été attribuées par :

Organisme	Montant brut	Objet
État & Collectivités	300 000.00 € 105 000.00 € 126 713.00 €	Acquisition Maison de Trêve en 1996 Restructuration Maison de Trêve de 2009 Transformation de la Maison de Trêve en pension de famille Metz Métropole – transformation de la Maison de Trêve en pension de famille.
F.E.I. (Fonds Européen d'Intégration)	99 501.00 €	Pour l'acquisition de mobilier adapté aux migrants âgés de l'ensemble de nos foyers
DAIC	22 156.00 €	Pour l'adaptation du mobilier aux besoins des résidents âgés de 60 ans ou plus à la résidence sociale de FAMECK

D.A.E.E.N	40 180.39 € 12 219.25 € 18 769.27 € 8 098.00 € 25 791.00 € 22 800.00 €	FTM Blida FTM Maizières FTM Sarreguemines RS Yutz RS Florange 2 Pour l'acquisition de mobilier adapté aux résidents âgés. 2016 : subvention mobilier adapté Florange
DAIC	10 000.00 €	FTM Blida – en complément de la subvention DAEEN pour le mobilier adapté aux résidents âgés.
DDCS 57	15 035.34 €	Diverses opérations sur le CADA de Blida : - Salle d'activités parents-enfants - Activités physiques et promotion de l'estime de soi - Activités culturelles et pédagogiques Équipement Front Ball
Conseil régional du Val de Marne	120 000.00 €	- Subvention Mobilier RS Bry-Sur-Marne
Conseil régional Grand Est	50 739 € 8 000 €	Subvention équipement pour l'acquisition de véhicules dans le cadre de l'opération « 1 véhicule vers l'emploi » Subvention équipement pour l'acquisition de matériel informatique d'interconnexion permettant le travail à distance et assurer les missions digitales
D.I.A.N.	16 884 €	Acquisition de mobilier adapté à destination des résidents âgés immigrés
D.A.E.E.N.	96 694.00 € 127 929.00 €	Subvention équipement mobilier pour les sites : - RS Florange 1 - RS Florange 2 - RS Maizières - FTM Rosselange - FTM Sarreguemines Subvention équipement mobilier pour résidents âgés (plusieurs sites)
DDETS 57	310 000.00 €	Réduire la fracture numérique à destination du public en hébergement d'urgence

Soit un total de 1 536 509,25 €.

3 nouvelles subventions d'investissement ont été enregistrées dans les comptes 2023.

Le montant total de la quote-part affectée au compte de résultat est de : 645 324,96 € dont (+) 73 225,78 € de reprise au titre de l'exercice 2023.

• Concours publics et subventions d'exploitations

Le total des subventions d'exploitations et des concours publics s'élèvent à 29 546 703,01 € dont :

- Subventions d'exploitations : 26 750 695,40 €
- Concours publics : 2 796 007,61 €

Ci-dessous la répartition par financeur et nature :

Concours publics	2 796 007.60 €
DDETS	2 796 007.60 €
CADA	2 652 263.00 €
CPH	143 744.60 €
Subventions	26 750 695.41 €
AUTRES FINANCEURS	105 471.71 €
DDETS	21 023 132.07 €
AGLS	519 544.00 €
Autres subventions	76 415.00 €
CAES	1 911 461.00 €
CISP	8 750.00 €
Grands marginaux	30 000.00 €
HU	7 561 399.50 €
HUDA	5 132 852.32 €
IML	110 540.00 €
Pension de famille	1 451 677.00 €
Places hivernales	26 248.01 €
Prestations sociales	455 024.10 €
Réfugiés ukrainiens	3 640 740.14 €
Solibail + IML	98 481.00 €
DEPARTEMENT	798 126.34 €
Forfait autonomie	255 661.06 €
Point Conseil Budget	36 264.00 €
Prestations sociales	416 714.79 €
Réinstallés 42	89 486.49 €
DIAN	508 304.00 €
Autres subventions	508 304.00 €
DRIHL	4 315 661.29 €
Autres subventions	42 160.00 €
CHU	3 804 501.29 €
Places hivernales	469 000.00 €
Total général	29 546 703.01 €

- Provision pour gros entretien**

Le plan d'entretien du patrimoine a été élaboré fin 2010, il est actualisé chaque année.

La provision figurant au bilan au 31/12/2023 se trouve justifiée par un plan de travaux à réaliser en 2024, 2025 et 2026. Les règles de calcul de cette provision sont : N+1 = 100% ; N+2 = 66.67% ; N+3 = 33.33%.

Au 31/12/2023, le total de la provision pour gros entretien s'élève à 1 714 033,83 € (+526 800 €)

- Engagement en matière de retraite et médailles du travail.**

- Provision pour retraites

Le calcul des engagements de retraite est effectué selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

L'évaluation de l'obligation repose sur les indemnités à verser dans le cas d'un départ à l'initiative du salarié, nécessitant la prise en compte des charges sociales et fiscales, et est basée sur les modalités définies par la convention collective qui prend en compte l'ancienneté du salarié et sa rémunération brute perçue au cours des douze derniers mois précédant son départ.

La provision inscrite au bilan représente la valeur actualisée de l'obligation à la clôture.

Certaines hypothèses de calcul ont été revues pour la clôture 2023 :

- Les taux longs étant remontés sur l'année, le taux d'actualisation a été revu de 3,2% à 3.5%.

Les autres hypothèses n'ont pas changé :

- Table de mortalité : INSEE F2011-2013
- Le taux de progression des salaires a été maintenu à 3,7%
- Départ à la retraite : 65 ans pour cadres et non cadres
- Application d'un taux de charges de 50%.
- Le taux de turnover a été recalculé en 2019 conformément à l'avis EC 2018-17 du 10/10/2018 pour l'ensemble des sociétés de l'UES Batigère. Son taux d'actualisation a été baissé à 1%.

Cette provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 2 094 021,00 € au 31 décembre 2023, soit (+) 138 921,00 € entre 2022 et 2023.

- Provision pour médailles du travail

Les engagements en matière de médailles du travail ont été comptabilisés à hauteur de 2 % du salaire de base par année d'ancienneté dans l'association, dès la première année.

Les modalités de calcul sont identiques à celles de la provision pour retraites et ont été modifiées de la même manière en 2020, 2021 et 2022.

Cette provision pour médailles du travail s'élève à 202 623,00 € au 31 décembre 2023 : (+) 17 004,00 €.

• **Autres Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour autres risques et charges s'élève à 4 388 889,02 € à fin 2023 (+1 707 062,75 €) :

Ces provisions sont constituées de :

- Un total de 366 033,92 € constituées en 2023 correspondant à :
 - 109 944,00 € à des litiges fournisseurs
 - 256 089,92 € à des risques d'indus et de places indisponibles sur l'HU et l'HUDA
- Un total de 596 850,37 € correspondant à des provisions pour risques de reversement de subventions constituées en 2022. Une reprise a été constatée en 2023 à hauteur de 740 890,96 €.
- Un solde de 863 485,00 € sur le stock de provision constitué à fin 2021, correspondant à des provisions pour risque de reversement de subvention
- Une provision pour litige avec un salarié à hauteur de 23 000,00 K€
- Une provision pour risque de reversement des excédents de gestion 2023 à hauteur de 2 539 520,09 €. Il a été décidé pour 2023 de ne pas enregistrer ces excédents en fonds dédiés mais en provision pour risque de reversement.

Pour information, en 2023 il y a eu 1 221 491,46 € de reprise de provisions, avec :

- 137 373,37 € de reprise de provisions pour litige fournisseur

- 1 084 118,09 € de reprise de provision pour risque de reversement à la suite des dialogues de gestion avec les services de l'Etat

- **Provision pour démantèlement**

Depuis 2014, AMLI a perçu des subventions pour le dispositif d'hébergement d'urgence.

La totalité des fonds n'ayant pas été utilisée, nous avons comptabilisé en fonds dédiés une partie des subventions qui sera utilisée à la fin du dispositif pour les travaux de remise en état des locaux concernés.

Au 31/12/2023, la provision pour démantèlement est de 4 347 475,82 € (+ 530 579 €) et se décompose comme suit :

- Provision démantèlement pour les espaces d'habitation : 2 612 132 €
- Provision démantèlement pour les espaces communs : 1 735 343,82 €

En 2023 il y a eu principalement :

- Une dotation de 252 549,00 € pour les sites liés au SAS Ukraine (Saint-Avoid et Plappeville)
- Une dotation de 97 116,00 € pour les logements diffus du 67
- Une dotation de 83 798,00 € pour les logements diffus du 57 (Florange, St Aavoid et Sarreguemines)
- Une dotation de 97 116,00 € pour deux sites du 78 (CHU Fontenay et les places hivernales)

- **Fonds dédiés**

En 2023, des fonds dédiés aux travaux ont été repris pour un total de 1 162 079,21 €, avec :

- 1 058 108,00 € à la demande du tiers financeur
- 103 971,21 € pour réalisation des actions prévues

De nouveaux fonds dédiés aux travaux ont été constitués à la clôture des comptes 2023 pour un total de 9 336,00 €.

Les fonds dédiés au fonctionnement ont été mouvementés de -609 083,00 €, correspondant uniquement à des reprises.

Ainsi, au 31/12/2023, les fonds dédiés s'élèvent à 18 547 029,59 € : (-) 1 761 826,21 € et se décomposent comme suit :

- fonds dédiés aux travaux : 17 039 274,26 €
- fonds dédiés au fonctionnement : 1 507 755,33 €

À compter de 2020, et suivant le nouveau règlement ANC 2018-06, les contributions d'organismes privés financées sur un projet défini sont enregistrées en autres produits de gestion courante et sont éligibles aux fonds dédiés.

Les contributions privées concernées représentent un solde de 22 773,57 € après utilisation de 18 634,98 € au titre de 2023.

Ce montant de 18 634,98 € correspond à la quote-part de reprise de l'année.

Des nouvelles contributions ont été signées en 2023 pour un montant total de 41 090,07 €, pour lequel l'amortissement n'a pas encore débuté au 31/12/2023.

Le total des fonds dédiés à fin 2023 est de 18 610 893.23 €.

VARIATION DES FONDS ISSUS DE			A l'ouverture	UTILISATIONS					A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
Désignation	Année	Montant global à l'ouverture (après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06)	Montant global	Montant partiel	Dont remboursements	TRANSFERT	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices clos	
Subventions d'exploitation	HUDA LYS	2016	140 801.54 €					140 801.54 €	140 801.54 €	
	HUDA ALLIES PERIGOT	2017	32 075.21 €					32 075.21 €	32 075.21 €	
	HUDA DIFFUS ROQUES LYS	2017	140 801.53 €					140 801.53 €	140 801.53 €	
	SOLIBAIL	2017	35 000.00 €					35 000.00 €	35 000.00 €	
	DIFFUS ROQUES LYS	2018	372 246.38 €					372 246.38 €	372 246.38 €	
	HUDA ALLIES PERIGOT	2018	353 899.34 €					353 899.34 €	353 899.34 €	
	AFFA	2018	109 189.61 €					109 189.61 €	109 189.61 €	
	HUDA GLOBAL	2018	2 990 632.00 €					2 990 632.00 €	2 990 632.00 €	
	HUAS LOCAL	2019	214 595.00 €					214 595.00 €	214 595.00 €	
	CAES PONCELET	2019	166 948.00 €					166 948.00 €	166 948.00 €	
	HU	2019	259 191.00 €					259 191.00 €	259 191.00 €	
	HUDA/CIPH	2019	256 143.00 €					256 143.00 €	256 143.00 €	
	FORBACH	2019	2 794.00 €					2 794.00 €	2 794.00 €	
	SOLIBAIL	2019	28 806.80 €					28 806.80 €	28 806.80 €	
	CHU PARMENTIER	2020	110 407.00 €					110 407.00 €		
	HUDA 57	2020	1 196 675.00 €					1 196 675.00 €	1 196 675.00 €	
	HUDA 54	2020	34 565.00 €					34 565.00 €	34 565.00 €	
	CAES PONCELET	2020	258 811.00 €					258 811.00 €	258 811.00 €	
	HU 57	2020	1 845 502.00 €					1 845 502.00 €	1 845 502.00 €	
	HU 57/financements divers COVID	2020	249 605.00 €	249 605.00 €				0.00 €		
	HU 57 Global - BOP 177	2021	1 272 755.00 €					1 272 755.00 €	1 272 755.00 €	
	HU 57	2021	3 484 566.00 €					3 484 566.00 €	3 484 566.00 €	
	Renforcement prise en charge HU	2021	250 000.00 €					250 000.00 €	250 000.00 €	
	HUDA 57 Global	2021	413 489.57 €					413 489.57 €	413 489.57 €	
	Sanitaires Périgot	2021	295 000.00 €					295 000.00 €	295 000.00 €	
	Amélioration parc Huda Rosselange	2021	235 000.00 €					235 000.00 €	235 000.00 €	
	Amélioration parc Poncelet	2021	17 613.72 €					17 613.72 €	17 613.72 €	
	Amélioration parc Huda Florange	2021	95 000.00 €					95 000.00 €	95 000.00 €	
	CAES Poncelet	2021	208 320.00 €					208 320.00 €	208 320.00 €	
	CISP	2021	171 673.00 €					171 673.00 €	171 673.00 €	
	100% emploi AMLI / EFM	2021	50 729.62 €		50 160.00 €			569.62 €		
	100% emploi Moselle Nord	2021	84 028.25 €		39 208.75 €			44 819.50 €		
	100% emploi Moselle Est/Sud	2021	273 289.00 €					273 289.00 €	273 289.00 €	
	Renforcement interventions sociales HU	2021	510 000.00 €		185 919.26 €			324 080.74 €		
	Soutien aux équipes professionnelles	2021	65 000.00 €	65 000.00 €				0.00 €		
	DAESMS	2021	350 000.00 €					350 000.00 €	350 000.00 €	
	Yézidies	2021	52 817.00 €					52 817.00 €		
	Grands Marginaux	2021	103 971.21 €	103 971.21 €				0.00 €		
	DIAN: prise charge vacance Blida pdt réha	2021	93 449.00 €					93 449.00 €	93 449.00 €	
	DAESMS	2022	565 063.97 €					565 063.97 €		
	HU 57 Global - BOP 177	2022	319 197.04 €					319 197.04 €		
	Renforcement prise en charge HU	2022	750 000.00 €					750 000.00 €		
	CAES Poncelet	2022	500 000.00 €					500 000.00 €		
	IML BPI DALIR	2022	268 794.99 €	268 794.99 €				0.00 €		
	Ukraine 57	2022	634 797.78 €		366 558.00 €			268 239.78 €		
	HUDA 57 Global - BOP 303	2022	441 945.74 €	441 945.00 €				0.74 €		
	Action Vitaminée vers l'Emploi (AVIE)	2022	3 666.50 €					3 666.50 €		
	SOLIBAIL	2023	0.00 €				9 336.00 €	9 336.00 €		
Sous total Subventions d'exploitation			20 308 855.80 €	1 129 316.20 €	641 846.01 €	0.00 €	0.00 €	9 336.00 €	18 547 029.59 €	15 598 831.70 €
Contributions financières d'autres	FONDATION ABBE PIERRE									
	PF FLORANGE	2014	900.00 €	900.00 €				0.00 €		
	PF BRIEY	2020	4 202.00 €	1 528.00 €				2 674.00 €		
	GERONTONORD									
	RA SEREMANGE	2023	0.00 €				7 500.00 €	7 500.00 €		
	RA AUDUN	2023	0.00 €				7 500.00 €	7 500.00 €		
	FONDATION DE FRANCE									
	RA LONGWY	2020	1 333.60 €	1 333.60 €				0.00 €		
	PF FLORANGE	2020	666.80 €	666.80 €				0.00 €		
	PF LONGWY	2020	666.80 €	666.80 €				0.00 €		
	PF MAISON DE TREVE	2020	61.80 €	61.80 €				0.00 €		
	RA LONGLAVILLE	2020	1 333.60 €	1 333.60 €				0.00 €		
	PF YUTZ	2020	666.80 €	666.80 €				0.00 €		
	CARSAT									
	RA LONGLAVILLE	2020	16 273.57 €	5 424.53 €			7 512.69 €	18 361.73 €		
	RA AUDUN	2020	196.15 €	196.15 €				0.00 €		
	RA HAGONDANGE	2020	196.15 €	196.15 €				0.00 €		
	RA FORBACH	2020	196.15 €	196.15 €				0.00 €		
	RA MAIZIERES	2020	9 053.77 €	3 185.25 €				5 868.52 €		
	RA CREHANGE	2020	196.15 €	196.15 €				0.00 €		
	RA NILVANGE	2020	5 269.15 €	1 887.15 €				3 382.00 €		
	RA SEREMANGE	2020	196.05 €	196.05 €				0.00 €		
	LONGWY	2023	0.00 €				15 870.24 €	15 870.24 €		
	LAXOU	2023	0.00 €				2 707.14 €	2 707.14 €		
Sous total Contributions financières d'autres			41 408.54 €	18 634.98 €		0.00 €	0.00 €	41 090.07 €	63 863.63 €	0.00 €
Total des ressources liées à la générosité du public			0.00 €	0.00 €		0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL			20 350 264.34 €	1 147 951.18 €		0.00 €	0.00 €	50 426.07 €	18 610 893.23 €	15 598 831.70 €

- Fonds propres

En 2023, les fonds propres ont varié comme suit :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture (selon méthode liée à l'ANC 2018-06)	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0.00 €				0.00 €
Fonds propres avec droit de reprise	0.00 €				0.00 €
Ecart de réévaluation	0.00 €				0.00 €
Réserves	3 981 145.98 €	7 546.00 €			3 988 691.98 €
<i>Dont réserves des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée</i>	29 000.00 €				29 000.00 €
Autres fonds associatifs					
Report à nouveau	592 381.03 €	373 014.90 €			965 395.93 €
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-302 423.03 €	-251 742.58 €			-554 165.61 €
<i>Dont charges rejetées par les financeurs pour les activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	0.00 €	-852.11 €			-852.11 €
Excédent ou déficit de l'exercice	380 560.90 €	-380 560.90 €	217 561.24 €		217 561.24 €
<i>Dont excédents ou déficits des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-251 742.58 €	251 742.58 €	-102 566.31 €		-102 566.31 €
Situation nette	4 954 087.91 €	0.00 €	217 561.24 €	0.00 €	5 171 649.15 €
Fonds propres consommables	0.00 €				0.00 €
Subventions d'investissement	888 787.07 €		75 623.00 €	73 225.78 €	891 184.29 €
Provisions réglementées	0.00 €				0.00 €
TOTAL	5 842 874.98 €	0.00 €	293 184.24 €	73 225.78 €	6 062 833.44 €

- Tableau de détermination du résultat effectif

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ASSOCIATION	Exercice 2023	Exercice 2022
RESULTAT COMPTABLE	217 561.24 €	380 560.90 €
Reprise du résultat antérieur	- €	- €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	217 561.24 €	380 560.90 €
Dont résultat effectif sous gestion propre	320 127.55 €	632 303.48 €
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	- 102 566.31 €	- 251 742.58 €

L'excédent ou le déficit global correspond au résultat de l'exercice de l'association corrigé des augmentations des contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou des diminutions de contributions financières des autorités de tarification reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée (augmentations et diminutions dénommées dans le tableau ci-dessus " reprise du résultat antérieur").

Note 5 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

- Charges exceptionnelles**

- ✓ **Sur opérations de gestion : 232 516,02 €**

Pénalités et litiges	13 949.59
Subventions accordées (au titre du fonds social)	4 177.22
Pertes de subventions	191 604.00
Ecart caisses	3 230.00
Diverses régularisations de comptes	863.81
Régularisations exercices antérieurs	18 691.40

- Produits exceptionnels**

- ✓ **Sur opérations de gestion : 82 286,89 €**

Régularisation IJSS	63.35
Ecart caisses	103.69
Litiges	23 202.56
Diverses régularisations de comptes	58 917.29

- ✓ **Sur opération en capital**

Quote-part de subventions d'investissement au résultat	73 225.78
--------------------------------------------------------	-----------

Note 6 – AUTRES INFORMATIONS

- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.**

L'IS pour un montant total de 76 683.00 € comptabilisé correspond à :

- L'impôt sur les produits financiers
- L'IS au taux réduit sur la location immobilière à BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES et AGS.

- Liste des filiales et participations.**

<u>Filiales</u>	<u>Capitaux propres du dernier exercice clos 2022</u>	<u>Quote-part du capital détenu en %</u>	<u>Résultat du dernier exercice clos 2022</u>
BATIGERE HABITAT SOLIDAIRE	51 785 536,55 €	10,63	3 851 625,16 €
<u>Valeur de la participation</u>	<u>Brut</u>	<u>Provision</u>	<u>Net au 31/12/2023</u>
BATIGERE HABITAT SOLIDAIRE	1 843 395.07		1 843 395,07
BATIGERE HABITAT SAC BATIGERE	1 349 013.95 14 336.00		1 349 013.95 14 336.00

- **Charges à payer**

Les charges à payer s'élèvent au 31/12/2023 à 8 160 727,63 € et se composent comme suit :

Intérêts courus sur emprunts	7 208.08
Factures fournisseurs non parvenues	5 960 902.89
Provision chargée sur congés payés	589 275.07
Provision chargée sur prime de vacances	224 995.18
Intéressement	1 272 454.84
Autres charges de personnel	6 331.00
Formation continue	40 983.77
Effort construction	49 598.33
Intérêts bancaires courus	8 978.47

- **Produits à recevoir**

Les produits à recevoir s'élèvent au 31/12/2023 à 15 909 904.19 € et se composent comme suit :

Clients - factures à établir	66 091.13
Indemnités journalières (IJSS et prévoyance)	36 509.90
Subventions à recevoir	15 807 303.16

- **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance s'élèvent au 31/12/2023 à 15 612 952,88 € et concernent des subventions pluriannuelles ou étalées sur 2023/2024.

- **Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent au 31/12/2023 à 1 464 487,60 € dont 1 321 826,61 € de loyers d'avance dans le cadre de la réhabilitation des résidences autonomie d'Audun-Le-Tiche, de Maizières-lès-Metz, de Nilvange et Sérémange avec BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES.

La différence de 142 660,99 € concerne des factures ou contrats de fonctionnement.

- Ventilation du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires s'élève au 31/12/2023 à 23 878 052,48 € et se compose comme suit :

Redevances foyers	12 502 986.60
Loyers logements	1 069 512.81
Acompte sur charges locatives	136 121.24
Ventes de repas	310 647.40
Ventes de cartes d'accès	505.00
Refacturations diverses aux locataires	51 689.59
Loyers commerciaux et garages	95 562.26
Participations des hébergés	196 716.06
Prestations sociales	8 256 929.39
Prestations mandats de gestion et autres	1 260 557.85
Commissions diverses	-3 175.72

- Effectifs**

L'effectif d'AMLI est de 346 personnes qui représente 333,8 ETP dont 17 CDD avec 10 contrats en alternance.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	49	0
Agents de maîtrise et techniciens	189	0
Employés	107	0
Ouvriers	1	0
TOTAL	346	0

- Honoraires commissaires aux comptes**

Conformément à l'article R123-198-9 du Code de Commerce, les honoraires des commissaires aux comptes, pris en charge au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à la somme de 47 237.00 €.

- Engagements hors bilan**

ENGAGEMENTS RECUS		ENGAGEMENTS DONNES	
LIBELLE	MONTANT	LIBELLE	MONTANT
Avals, cautions, garanties reçus	991 891.00	Avals, cautions, garanties donnés	
Contrats d'emprunts accession signés et non portés à l'encaissement		Octroi de prêts :	286 929.80
Avenants en cours (accession P.A.P.)		- Contrats signés de prêts principaux	
Emprunts locatifs et autres		- Contrats de prêts complémentaires	
Créances escomptées non échues		- Autres contrats	286 929.80
Engagements reçus pour utilisation en crédit-bail		Redevances crédit-bail restant à courir	
Autres engagements reçus (garantie financière type "Loi Hoguet")	170 000.00	Autres engagements donnés	500 000.00
		Reste à comptabiliser sur :	
		- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (logements - accession)	
		- Coût de production prévisionnel des opérations non liquidées (terrains - accession)	
		- Compromis de vente (y compris terrains pour réserves foncières)	500 000.00
		- Marchés signés (opérations locatives)	
		Engagements divers	
	1 161 891.00		786 929.80

- Créances et dettes au titre des opérations avec les parties liées**

BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES

Créances : 769 575,34 €

Dettes : 378 249,90 €

BATIGERE HABITAT

Créances : 2 370 502,29 €

Dettes : 917 689,43 €

SAC BATIGERE

Créances : néant

Dettes : néant

- Résultat AMLI**

L'arrêté des comptes au 31 décembre 2023 fait ressortir un résultat net de +217 561,24 € réparti comme suit :

- + 320 127.55 € provenant de la gestion propre d'AMLI
- 102 566,31 € provenant de la gestion contrôlée pour le compte de l'État

- Contributions volontaires**

L'État et la ville de Metz mettent à disposition d'AMLI des locaux (pour une activité non commerciale) dans le cadre de ces conventions pour les dispositifs d'hébergement. Ci-dessous la liste des bâtiments concernés sur l'année 2023 :

- 10/12 rue des Alliés à Metz,
- 10 rue Périgot à Metz,
- 7 rue Paul Valéry à Metz,

- 29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz,
- 70 boulevard Barbes à Paris (CHU),
- rue Saint Denis à Paris (CHU).

Le site de Longeville-lès-Metz, un CROUS propriété de Moselis, a été utilisé comme référence dans l'estimation des contributions volontaires en nature. Ce site est celui qui se rapproche le plus des dispositifs non pérennes. Le loyer facturé par le propriétaire est de 4 € par place et par jour.

À ce titre la caserne Reymond située au 29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz se voit appliquer le même niveau de tarif. Il s'agit d'une offre similaire de logement, un ancien externat militaire.

Pour les autres sites, les locaux n'étant pas à usage d'habitation, nous avons dévalorisé le prix de journée et ramené l'estimation à 2€ par place et par jour.

Sites	Nombre de places	Montants estimé
10/12 rue des Alliés à Metz	235 places	171 550 €
10 rue Périgot à Metz	160 places	116 800 €
7 rue Paul Valéry à Metz	160 places	116 800 €
29 rue de Nomény à Montigny-Lès-Metz	105 places	153 300 €

- **Informations relatives aux rémunérations des dirigeants**

Selon les articles :

- **Article. 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006** relatif aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 K€ et recevant plus de 50 K€ de subventions,
- **Article 261-7 1°d et 242 C du CGI** relatif aux associations, fondations et fonds de dotation qui bénéficient de l'exonération de TVA au titre d'une gestion désintéressée,

La rémunération brute des 3 dirigeants au titre de l'exercice 2023 est de 300 387,86 €.

- **Informations sur les opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales**

Courant 2023, l'association n'a pas réalisé d'opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales.